

**Programmes opérationnels « Fruits & Légumes »**  
**Mesures 1.30 et 3.3.1 relatives à la gestion de la ressource en eau**

**Fiche d'information - demande de paiement pour des investissements effectués en 2024**

Cette note à destination des OP et des exploitants adhérents à une OP vise à apporter des précisions sur les demandes de paiement pour des investissements effectués en 2024 : pièces à transmettre à la DDT(M) et à FranceAgriMer d'une part, et attestation de conformité à obtenir auprès de la DDT(M) et à remettre à FranceAgriMer d'autre part.

**1. Rappel du principe**

La décision INTV-POP-2022-62 modifiée par la décision INTV-POP-2024-089 de la directrice générale de FranceAgriMer précise les modalités de mise en œuvre des investissements d'irrigation dans le cadre des programmes opérationnels Fruits et Légumes.

Selon la nature du projet présenté par leur adhérent, l'organisation de producteurs (OP) doit lier celui-ci à l'une des deux mesures irrigation des programmes opérationnels, à savoir :

- la mesure 1.30 « Installation et/ou amélioration de systèmes permettant une meilleure gestion de la ressource en eau »
- la mesure 3.3.1 « Installation et/ou amélioration de systèmes permettant une meilleure gestion de la ressource en eau (obligations renforcées, mesure climatique objectif f) ».

**L'aide à l'investissement en irrigation implique - sauf exceptions - un examen préalable du projet par la DDT(M) au regard des conditions d'éligibilité définies à l'article 11 du règlement délégué (UE) 2022/126 du 7 décembre 2021 concernant les investissements dans des actifs corporels et incorporels et déclinées dans la décision INTV-POP-2024-089 de FranceAgriMer.**

**2. Calendrier spécifique pour les demandes de paiement relatives à l'année 2024**

En amont de sa demande de paiement auprès de FranceAgriMer, l'exploitant adhérent à une OP ou l'OP elle-même dans le cas où celle-ci centralise les demandes de ses exploitants, est tenu(e) de présenter les pièces justificatives listées au point 4. auprès de la DDT(M) chargée de l'instruction avant le 15 mars 2025.

Sur cette base, si le projet remplit les conditions d'éligibilité vérifiées par la DDT(M), cette dernière délivre une attestation de conformité à FranceAgriMer et la transmet pour information au demandeur. La date limite de cette transmission de la DDT(M) à FranceAgriMer est fixée au 30 avril 2025.

**3. Conditions d'éligibilité**

Les modalités de mise en œuvre des conditions d'éligibilité du règlement (UE) 2022/216 du 7 décembre 2021 énoncées ci-après sont précisées dans la décision INTV-POP-2024-089 de FranceAgriMer.

L'article 11 du **règlement délégué (UE) 2022/126 prévoit** notamment que :

- a) un **système de compteur d'eau permettant la mesure de la consommation d'eau au niveau de l'exploitation ou de l'unité de production** bénéficiant de l'aide soit disponible ou mis en place dans le cadre de l'investissement.
- b) dans le cas de **l'amélioration d'une installation d'irrigation existante**, des **économies d'eau potentielles** et, dans certains cas, des **économies effectives** (après investissement) soient réalisées.

- c) un **investissement conduisant à une augmentation nette de la zone irriguée** ayant une incidence sur une masse donnée d'eau souterraine ou de surface n'est éligible **que si les deux conditions suivantes sont remplies** :
- **la masse d'eau impactée ne se trouve pas dans un état moins que bon** pour des raisons liées à la quantité d'eau ;
  - **une analyse environnementale montre que l'investissement n'aura pas d'incidence négative importante sur l'environnement.**
- d) une aide aux investissements dans l'utilisation d'eau recyclée en tant qu'autre source d'approvisionnement en eau peut être accordée **à condition que l'utilisation de cette eau soit conforme au règlement (UE) 2020/741** du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 2020 relatif aux exigences minimales applicables à la réutilisation de l'eau.
- e) une aide aux investissements dans la création ou l'extension d'un réservoir aux fins de l'irrigation peut être accordée **à condition qu'elle n'ait pas d'incidence négative importante sur l'environnement.**

**En tout état de cause, il convient de se référer à la décision INTV-POP-2024-089 de FranceAgriMer pour connaître les modalités de mise en œuvre des conditions d'éligibilité selon la nature du projet pour chaque mesure (mesure 1.30 et mesure 3.3.1). Un arbre de décision est disponible en annexe 1.**

➤ **Cas particulier de l'obligation d'un système de compteur d'eau**

Deux cas de figure s'agissant de l'obligation relative au système de compteur d'eau sont prévus et présentés dans la décision INTV-POP-2024-089 de FranceAgriMer :

- Lorsque le projet **est soumis à une réduction effective** de la consommation d'eau, le système de compteur d'eau est placé **au niveau de l'investissement concerné** ;
- Lorsque le projet **n'est pas soumis à une réduction effective**, le système de compteur d'eau peut être installé **au niveau de l'exploitation.**

Le contrôle de l'obligation du système de compteur d'eau incombe à FranceAgriMer lors de la demande de paiement lorsque l'investissement est soumis à une réduction effective de la consommation d'eau ou lors des contrôles a posteriori dans le cas des listes fermées de matériels améliorant les performances de l'existant. **En cas de contrôle, tout bénéficiaire doit néanmoins pouvoir justifier l'existence d'un compteur d'eau au niveau de l'exploitation ou de l'investissement concerné.**

#### 4. Pièces à transmettre à la DDT(M) et à FranceAgriMer

##### a) **Le dossier du projet d'irrigation à déposer avant le 15 mars 2025 auprès de la DDT(M) doit comporter les pièces suivantes :**

- Les factures détaillées et chiffrées des investissements avec un intitulé explicite permettant d'identifier le matériel concerné ;
- Le formulaire d'informations relatif à une demande de paiement dûment complété. Ce formulaire est à renseigner pour chaque exploitant adhérent à l'OP sollicitant un cofinancement de ses investissements.
- Les pièces justificatives selon le projet financé :
  - Pour les investissements dans l'amélioration d'une infrastructure existante :
    - En mesure 1.30, fournir une évaluation ex-ante démontrant que l'investissement sera susceptible d'atteindre une économie d'eau potentielle d'au moins 5 % par rapport au système d'irrigation existant (avant investissement). Cette évaluation devra inclure une description du projet avant et après investissement.

**N.B :** Dans le cas où le prélèvement s'effectue dans une masse d'eau en état quantitatif « moins que bon », le demandeur s'engage à apporter, en cas de contrôle, la preuve d'une réduction effective de sa consommation d'eau supérieure ou égale à 50% de l'économie d'eau potentielle déterminée dans l'évaluation ex-ante. Cette réduction effective sera calculée comme suit :

$$[1 - (\text{Volume moyen consommé sur les cinq années post-investissement} / \text{Volume de référence})] * 100 \geq 50\% \text{ de l'économie potentielle}$$

Pour rappel, le volume de référence correspond à la moyenne des prélèvements des 5 dernières années ou à défaut, des années les plus récentes disponibles.

Le mode de calcul en mesure 3.3.1 diffère légèrement, puisque la cible d'économie d'eau effective est déjà fixée dans les fiches mesures. Voir point 5 de la présente fiche.

- Pour les investissements conduisant à une augmentation nette de la surface irriguée :
  - Cas n°1 : l'exploitant est soumis à la Loi sur l'eau : fournir l'acte administratif (récépissé de déclaration, courrier de non-opposition à déclaration ou arrêté d'autorisation)
  - Cas n°2 : l'exploitant adhère à une structure collective d'irrigation (ASA, OUGC, etc) : fournir un justificatif d'adhésion à la structure collective d'irrigation
- Pour les investissements dans le stockage d'eau (hors liste fermée) : fournir l'ensemble des autorisations administratives requises au regard du droit applicable au projet (loi sur l'eau, autorisation destruction des espèces protégées, autorisation de défrichement, permis d'aménager, etc)
- Pour les investissements dans l'utilisation d'eaux usées traitées : fournir l'acte administratif autorisant l'utilisation d'eaux usées traitées en conformité avec l'arrêté ministériel du 18 décembre 2023 relatif aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation de cultures

##### b) **Le dossier de demande de paiement à déposer au plus tard le 15 février 2025 auprès de FranceAgriMer doit comporter les pièces suivantes :**

- Les factures détaillées et chiffrées des investissements avec un intitulé explicite permettant d'identifier le matériel concerné ;
- Si fait avant le 15/02, l'ensemble des pièces fournies à la DDT(M) et listées précédemment en partie 4.  
a)

- Pour les investissements soumis à une réduction effective de la consommation d'eau (sauf pour les outils d'aide à la décision) :
  - Fournir un justificatif de l'existence d'un système de mesure de la consommation d'eau au niveau de l'investissement (exemples : facture d'achat, photo avec les coordonnées géographiques de la localisation du système de mesure)
  - Fournir tout document permettant de calculer le volume de référence préinvestissement, correspondant à la moyenne des prélèvements des 5 dernières années ou à défaut, des années les plus récentes disponibles pour la superficie faisant l'objet de l'investissement.

FranceAgriMer et la DDT(M) se réservent le droit de demander, par courrier ou par courriel, toute autre pièce complémentaire ou renseignement qu'ils jugeraient nécessaires à l'instruction du dossier de paiement.

## **5. Modalités de contrôle post-investissement incombant à FranceAgriMer**

**Pour les investissements soumis à une réduction effective de l'utilisation de l'eau :**

**En mesure 1.30 :** pour les investissements pour lesquels la masse d'eau impactée est classée en état « moins que bon » d'un point de vue quantitatif, au moins la moitié des économies d'eau potentielles susceptibles d'être réalisées par l'investissement (cf. évaluation ex-ante) devra contribuer à la réduction effective de l'utilisation de l'eau (i.e. ne devra pas être mobilisée ailleurs sur l'exploitation ou vendue à un autre irrigant).

**En mesure 3.3.1 :** pour les projets de modernisation du système existant par l'un des quatre systèmes de la liste fermée, avec ou sans augmentation nette de la superficie irriguée, la cible d'économie d'eau effective correspond à la moitié des économies d'eau potentielles fixées dans les fiches-mesures (à savoir 15 % et par exception 5 % pour les systèmes goutte-à-goutte). Le seuil minimal de réduction effective d'utilisation de l'eau est ainsi fixé à 7,5 % (ou 2,5 % pour les systèmes goutte-à-goutte). **La réduction effective porte sur l'ensemble de l'investissement, y compris sur la partie extension lorsque l'investissement conduit à une augmentation nette de la superficie irriguée.** A noter que les matériels améliorant les performances de l'existant (liste fermée de 4 outils d'aide à la décision) ne sont pas concernés par la preuve d'une économie d'eau effective.

Méthode commune aux deux mesures : Une réduction effective doit être réalisée par le bénéficiaire sur une moyenne pluriannuelle de cinq ans post-investissement sur la base d'un **volume de référence défini**. Le volume de référence correspond à la moyenne des prélèvements des 5 dernières années ou à défaut, des années les plus récentes disponibles. Ce volume de référence et sa méthode de calcul doivent être communiqués à FranceAgriMer lors de la demande de paiement.

**En cas de contrôle par FranceAgriMer, l'exploitant devra être en mesure de fournir tout document permettant de calculer la moyenne pluriannuelle des prélèvements de cinq ans post-investissement.**